Cahier de doléances du Tiers État de Nazelles (Indre-et-Loire)

La paroisse de Nazelles, de même que toutes celles de la Touraine, ne jouit d'aucune espèce de franchise et est sujette à toutes les charges publiques. C'est dire qu'elle gémit sous le fardeau d'impôts de tous genres, répartis sans égalité, lesquels occasionnent dans la perception une rigueur qui est un véritable fléau pour les habitants des campagnes.

Que pour ceux de la paroisse de Nazelles, une des plus indigentes de la province, cette situation s'est encore aggravée par le peu de productions de ses terres labourables, en raison des hivers excessifs, gelées extrêmes et autres accidents climatériques, de sorte que les vignes elles-mêmes, d'un produit médiocre, ne leur ont été d'aucun secours.

Que d'autre part et pour comble de détresse des entreprises illégales des préposés à l'assiette des vingtièmes et autres impôts ayant procédé deux fois de suite à de nouvelles vérifications, la cote de plusieurs particuliers s'est trouvée, contre toute justice, augmentée d'un tiers, sans qu'il fût possible d'obtenir rectification : les commis vérificateurs — sans talents ni connaissances nécessaires — n'en voulant rien connaître et disposant ainsi, en quelque sorte, des biens des citoyens.

Dans ces conditions et sans insister davantage sur de tels abus et autres existant de même, la paroisse de Nazelles demande donc surtout et particulièrement :

Que les deux premiers ordres de l'État et tous les privilégiés supportent à l'avenir et sans aucune distinction pécuniaire toutes les impositions.

Que la tenue des États généraux soit à l'avenir fréquente et périodique.

Que les dits États ne s'occupent de décider aucuns subsides sans que ces deux points ne soient d'abord réglés.

Que toutes les impositions des biens-tenants soient converties en un impôt unique.

Que l'impôt de la gabelle qualifié par M. Frère du Roi d'impôt désastreux soit aboli.

Que l'établissement d'assemblées provinciales soit décidé dans chaque province et dont les représentants soient librement élus afin de s'occuper de l'intérêt général des citoyens opérant de concert avec les États généraux.

Que la liberté individuelle soit assurée d'une manière si précise que le plus obscur des citoyens soit toujours assuré de trouver dans le texte de la loi un protecteur prompt et sévère contre l'injustice, l'ambition ou la vengeance du corps ou du particulier le plus puissant.

Qu'il y ait réforme des abus relatifs aux tribunaux et à l'administration de la justice tant civile que criminelle.

Que les membres de la Commission pour examiner les Cahiers et doléances soient élus librement et en nombre suffisant pour éloigner toute idée de brigue ou d'influence étrangère au bien public, sous peine de protestation de nullité.

A la suite, voici le procès-verbal constatant que toutes les formalités ayant été remplies pour la rédaction du présent Cahier, les sieurs Albert Legrand, François Chérière et Louis Renier ont été élus députés pour porter à Tours le dit Cahier et le présenter à l'assemblée au jour fixé par le Gouvernement.

Collationné à Nazelles, ce 7 mars 1789.